

Safia CAZET

Maître de conférences en droit public à l'Université
de la Réunion

Membre du Centre de recherche juridique (EA 14)



Renseignements personnels

<i>Etat civil</i>	Née le 17 novembre 1981 à Saint Denis
<i>Adresse</i>	107 A Route de saint françois. 97400 Saint Denis
<i>Tel</i>	0262 93 84 73
<i>Mobile</i>	0692 76 07 80
<i>Courriel</i>	safia_cazet@yahoo.fr safia.cazet@univ-reunion.fr

Activités pédagogiques

<i>2016-2017</i>	Responsable pédagogique du Master 1 Droit public
<i>Juin 2016</i>	Membre du comité de sélection au recrutement sur le poste n° 4156 en juin 2016
<i>2015-2016</i>	Responsable du Master 1 Droit public Membre de la Commission de validation des acquis Participation à la Journée Portes Ouvertes sur le campus du Moufia
<i>2013-2015</i>	Responsable pédagogique de la Licence 2 Droit-Moufia Responsable du Master 1 Territoire, Risque et Action publique Membre de la Commission de validation des acquis Membre du Comité stratégique des usages du numérique
<i>Septembre 2013</i>	Membre du comité de sélection au recrutement sur les postes n° 4072 et n° 4073
<i>2012-2013</i>	Responsable pédagogique de la Licence 2 Droit-Moufia Participation au Salon de l'Éducation en novembre 2012 Participation à la Journée Portes Ouvertes sur le campus du Tampon le 28 février 2013
<i>2011-2012</i>	Responsable pédagogique de la Licence 2 Droit-Moufia Coaching de l'équipe des étudiants de Licence 2 de Droit-Moufia en vue de la Diagonale des Juristes du 19 mai 2012

	Participation à la Journée Portes Ouvertes sur le campus du Tampon le 9 février 2012
	Participation au Salon de l'Éducation le 17 novembre 2011
	Participation aux Cordées de la Réussite avec les lycéens du Lycée Le Verger à Sainte Marie

Responsabilités scientifiques

2015-	Responsable de la chronique « Droit administratif » à la Revue juridique de l'Océan Indien (RJOI)
	Secrétaire de rédaction de la Revue juridique de l'Océan Indien
2011-2015	Responsable de la chronique « Droit administratif » à la Revue juridique de l'Océan Indien (RJOI)
	Trésorière adjointe de la LexOI
	Secrétaire de rédaction de la Revue juridique de l'Océan Indien

Activités d'enseignement

2016-2017	Secteur public et parapublic local	Master 2 Droit public (15h)
	Droit de la responsabilité administrative	Master 1 Droit public (24h)
	Droit public économique	Licence 3 Droit (36h)
	Système juridique de l'Union	Licence 3 Droit (36 h de CM et 36h de TD)
2015-2016	Droit de la responsabilité administrative	Master 1 Droit public (24h)
	Actualité de droit public	Master 1 Droit public (2h)
	Droit public économique	Licence 3 Droit (72h- Campus nord et sud au second semestre)
	Institutions de l'Union européenne	Licence 2 Droit (30 h)
2014-2015	Droit public des affaires	Master I Droit public (30 h)
	Droit administratif	Licence 2 Droit (126 h-Campus nord et campus sud au second semestre)
	Institutions de l'Union européenne	Licence 2 Droit (24 h)
2013-2014	Droit public des affaires	Master I Droit public (30 h) Institut d'études judiciaires (10 h)
	Méthodologie de la recherche	Master 2 Territoire Risque et Action publique (5h)
	Droit administratif	Licence 2 Droit (126 h-Campus nord et campus sud au second semestre)

		Collège de droit (6 h)
	Institutions de l'Union européenne	Licence 2 Droit (24 h)
	Système juridique de l'Union européenne	Collège de droit L 3(4h)
2012-2013	Droit public des affaires	Master I Droit public (30 h) Institut d'études judiciaires (10 h)
	Droit administratif général	Licence 2 Droit (84 h) Collège de droit (6 h) Institut d'études judiciaires (10 h)
	Institutions de l'Union européenne	Licence 2 Droit (24 h)
	Droit communautaire matériel (TD)	Master 1 Droit public (15 h)
2011-2012	Droit public des affaires	Master I Droit public (30 h) Institut d'études judiciaires (10 h)
	Droit administratif général	Licence 2 Droit (82 h) Collège de droit (10 h)
	Institutions de l'Union européenne	Licence 2 Droit (24 h)
	Institutions administratives et juridictionnelles	Licence 1 Administration économique et social (24 h)

Encadrement de mémoires

2016-2017	GOULAMALY Mickael, « La gestion par les autorités publiques des violences entourant les manifestations sportives et le respect des droits et des libertés fondamentaux des supporters », Mémoire de recherche, Master 1 Droit public.
	JULIENNE Camille, « La sécurité alimentaire dans l'Union européenne », Mémoire de recherche, Master 1 Droit public.
	BOYER Mérédith, Rapport de Stage (Commune de Saint Benoit, direction du développement
	ENCATASSAMY Jérémy, « Le contrôle de l'interventionnisme public économique local », Mémoire de recherche, Master 1 Droit public.
	PUCET Virginie, « Les sociétés publiques locales et le droit de l'Union européenne », Mémoire de recherche, Master 2 Droit public
	CADET Magalie, « La Police de la plage », Mémoire de recherche, Master 2 Droit public
2014-2015	LANGLOIS Cathy, « Réflexions autour de la délivrance des autorisations d'urbanisme », Rapport de stage de Master 1 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2015, 24 p. (sous la direction de Mme Béryl Sadoun)
	BANGUI Bilal, « Les marchés publics du Conseil départemental », Rapport de stage de Master 1 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2015, 40 p. (sous la direction de Fabien Grondin)
2013-2014	BAPIKI Danial, « La Société publique locale satisfait-elle aux besoins des collectivités

territoriales de la Réunion ? », Mémoire de recherche de Master 2 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2014, 78 p.

BAPIKI Danial, Rapport de stage de Master 2 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2014, 38 p. (Région Réunion, sous la direction de M. Sulliman Omarjee)

ELLY Bénédicte, « Les collectivités territoriales et le monde associatif : un partenariat encadré qui s'inscrit dans une cohabitation fondée sur des relations ambiguës », Mémoire de recherche de Master 2 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2014, 42 p.

OGNARD Élisabeth, « L'influence du droit de l'Union européenne sur le droit de la propriété des personnes publiques », Mémoire de recherche de Master 2 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2014, 59 p.

OGNARD Élisabeth, Rapport de stage de Master 2 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2014, 35 p. (CIREST, sous la direction de Monsieur Steven Bamba)

PANURGE Jean Nicolas, « Le critère de l'investisseur en économie de marché », Mémoire de recherche de Master 2 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2014, 57 p.

PANURGE Jean Nicolas, « Le cadre juridique de l'emploi des drones en matière de surveillance maritime », Rapport de stage de Master 2 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2014, 41 p. (Bureau de l'action de l'État en mer, sous la direction de l'enseigne de Vaisseau de 1^{ère} classe, Jérémy Drisch)

Activités de recherche

2017

« La carence des pouvoirs publics dans l'adaptation au changement climatique : quels recours ? Etude de la responsabilité administrative », in A-S. Tabau (Dir.), *Quel droit pour l'adaptation des territoires aux changements climatiques ?*, Collection Confluence des droits, archives ouvertes de l'UMR DICE, (à paraître en 2017)

« L'action territoriale de l'Union européenne à la Réunion », Colloque organisé par le CRJ (D. Blanc et J. Dupont-Lassalle), *L'Union européenne dans l'Océan indien*, 13 et 14 avril 2017, Université de La Réunion. (A paraître dans le RDUE, juin 2017)

« Le relevé d'office et la protection du justiciable », Colloque du 19 novembre 2014 à l'occasion de l'anniversaire de l'arrêt *Costa* (à paraître RDUE 2017)

2016

Chronique de droit administratif, *RJOI* 23-2016, p. 51 à 185.

« La carence des pouvoirs publics dans l'adaptation au changement climatique : quels recours ? Etude de la responsabilité administrative », colloque organisé par le CRJ (A-S. Tabau & A. Dameron), *L'adaptation aux changements climatiques de « bas en haut » : quelles traductions juridiques à La Réunion?*, 14 & 15 novembre 2016, Université de La Réunion, (contribution orale, rapport au ministère, publication prévue dans la collection électronique en archive ouverte de l'UMR DICE - <http://dice.univ-amu.fr/fr> - Confluence des droits)

« La scolarisation des enfants handicapés, bilan de la mise en œuvre de la loi du 10 février 2005 », Colloque à l'occasion des 10 ans de la loi du 10 février 2005, 12 mars

	<p>2015, RDLF 2016, chron. n° 23.</p> <p><i>Europe</i>, commentaires mensuels -37 commentaires jusqu'en novembre 2016</p>
2015-	<p>« Le caractère attaquant de la décision d'ouverture de la procédure formelle d'examen de l'aide : quels critères ? » <i>Europe</i> n° 11, Novembre 2015, étude 8.</p> <p>« La scolarisation des enfants handicapés, bilan de la mise en œuvre de la loi du 10 février 2005 », Colloque à l'occasion des 10 ans de la loi du 10 février 2005, 12 mars 2015 (contribution orale)</p> <p><i>Europe</i>, commentaires mensuels -42 commentaires-</p>
2014	<p><i>Europe</i>, commentaires mensuels depuis Août 2014 - 17 commentaires-</p> <p>« Le relevé d'office et la protection du justiciable », Colloque du 19 novembre 2014 à l'occasion de l'anniversaire de l'arrêt <i>Costa</i> (contribution orale)</p> <p>« Questions juridiques autour du départ de la Course » à l'occasion de la Journée d'études sur le Grand Raid et le Droit, Aout 2015. (contribution orale)</p> <p>« Chronique de droit administratif », <i>RJOI</i> n° spécial « Jurisprudence locale » 2014, p. 93-169.</p> <p>Commentaire de la décision du Tribunal des conflits, 19 décembre 2013, <i>Epoux Panizzon contre Commune de Saint-Palais-sur-Mer</i>, <i>Annales de droit administratif</i>, sous la direction du Pr. Xavier Dupré de Boulois, 2016, Paris, Dalloz ? p. 241.</p> <p>« Un désordre normatif à géométrie variable en droit administratif », Colloque « Le désordre normatif et la qualité de la norme », organisé le 20-21 mars 2014 à l'Université de La Réunion, dans le cadre de l'appel à projet lancé par la mission recherche Droit et justice et le Ministère de la justice et des libertés.</p>
2013	<p>« Chronique de droit administratif », <i>RJOI</i> 17-2013, p. 235-280.</p> <p>« La photographie d'une œuvre d'art, un élément immatériel du domaine public mobilier au service de sa valorisation », <i>LPA</i> 11 avril 2013, n° 73, p. 11.</p>
2012	<p>Direction et rédaction de commentaires dans la chronique de Droit administratif, <i>RJOI</i> 15/2012</p> <ul style="list-style-type: none"> - Note sous TA Saint Denis, 5 avril 2012, <i>M. Demissy</i>, <i>RJOI</i> 15/2012, p. 218. - Note sous TA Saint Denis, 15 avril 2011, <i>M. Hamiche</i>, <i>RJOI</i> 15/2012, p. 221. - Note sous TA Saint Denis, 5 avril 2012, <i>Mme Bois contre Centre communal d'action sociale de Saint-Joseph</i>, <i>RJOI</i> 15/2012, p. 223. - Note sous Conseil d'État, 11 juin 2012, <i>Commune de l'Étang salé</i>, <i>RJOI</i> 15/2012, p. 235. <p>Publication de la thèse « Le recours en carence en droit de l'Union européenne » chez Bruylant en avril 2012</p> <p>Membre du projet de recherche sur « Le désordre normatif et la qualité de la norme », projet soutenu par la Mission Droit et Justice, porté par le Centre de Recherche Juridique sous la direction du Pr. Marteau-Lamarche.</p> <p>Direction de la chronique de droit administratif, <i>RJOI</i> 13/2011, p. 187 à 220.</p>
2011	<p>« Les juges constitutionnels face au Traité de Lisbonne, contribution à l'étude comparée des décisions des Cours constitutionnelles française, allemande et tchèque »,</p>

	<p><i>Annuaire international de justice constitutionnelle</i>, XXVI-2011, Études, p. 43.</p> <p>« La mise en cause de la responsabilité de l'État du fait des lois, ultime rebondissement dans le contentieux du contrat « nouvelles embauches » », <i>AJDA</i> 16/2011, p. 912.</p>
2010	<p>« Le statut du commissaire du gouvernement dans la phase judiciaire de l'expropriation pour cause d'utilité publique : une institution à la croisée des chemins », <i>RFDA</i> 2/2010, p. 345.</p> <p>Note sous CAA Bordeaux, 20 janvier 2009, <i>Centre hospitalier départemental</i>, in G. KALFLECHE (dir.), Chronique « Contentieux administratif », <i>Revue juridique de l'Océan indien</i> 2010, n° 10, p. 248.</p> <p>Note sous Conseil d'État, 26 juin 2009, <i>Coopérative agricole d'approvisionnement des Aviron</i>, in G. KALFLECHE (dir.), Chronique « Contentieux administratif », <i>RJOI</i> 2010, n°10, p. 257.</p>
2009	<p>« Retour sur le relevé d'office des moyens tirés du droit communautaire : bilan au lendemain de l'arrêt Heemskerk », <i>Europe</i> n° 7, Juillet 2009, étude 7.</p>
2008	<p><i>Le recours en carence en droit de l'Union européenne</i>, Th. Université de la Réunion, 2008, 642 p.</p> <p>Note sous CAA Bordeaux, 2 octobre 2007, <i>Société Armas Pêche, Société Comata, Société Pêche avenir</i>, in G. KALFLECHE (dir.), Chronique « Contentieux administratif », <i>Revue juridique de l'Océan indien</i> 2008, n° 8, p. 270.</p> <p>Note sous CAA Bordeaux, 21 mars 2008, <i>Communauté d'agglomération du territoire de la Côte Ouest</i>, in G. KALFLECHE (dir.), Chronique « Contentieux administratif », <i>Revue juridique de l'Océan indien</i> 2008, n° 8, p. 278.</p>

Activités extra-universitaires

<p>Juin-juillet 2015</p>	<p>Participation à des jurys de BTS</p> <p>Participation au jury du concours d'attaché principal organisé par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Réunion</p>
<p>Octobre 2012</p>	<p>Présidence de Jury de Baccalauréat professionnel VAE Session 2012 (Esthétique-Cosmétique-Parfumerie)</p>
<p>Juin 2012</p>	<p>Participation au jury du concours d'attaché principal organisé par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Réunion.</p>